

DÉCISION DU PRESIDENT

N° D-P-04-2024

Marchés publics

Attribution de marché –
FOURNITURE, POSE ET
RÉPARATION DE
CLÔTURES ET PORTAILS
N° 2023-15-BG-PA

Le Président de la Communauté de communes Roumois Seine ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de la Commande publique ;
Vu l'arrêté inter préfectoral DRCL/BCLI/2016-88 portant création de la Communauté de Communes Roumois Seine ;
Vu l'arrêté inter préfectoral N° DCL/BCLI/2021-24 du 24/06/2021 portant modification des statuts de la Communauté de communes Roumois Seine ;
Vu la délibération N° CC/DG/147-2023 portant élection du président de la Communauté de communes Roumois Seine ;
Vu la délibération n° CC/DG/151-2023 du Conseil Communautaire en date du 27/11/2023 portant délégation de pouvoir du Conseil communautaire vers le Président ;
Vu la décision N° 16-2022 en date du 13/04/2022 de déclaration sans suite du lot n°1 « entretien des clôtures » pour motif d'intérêt général ;
Vu la publication réalisée ;
Vu la décision de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 20 décembre 2023, d'attribuer le marché à la société ayant proposé l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères définis dans le règlement de la consultation, soit la société CLOTURES IDF, laquelle a obtenu une note globale de 76,85/100 points ;
Considérant le lancement de la consultation passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert prévue par les articles L. 2124-2, R.2124-2.1°, et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique ;
Considérant la phase de régularisation réalisée ;
Considérant les conclusions des quatre offres reçues ;

DÉCIDE

➤ **De signer** l'accord-cadre portant sur la fourniture, pose et réparation de clôtures et portails pour la Communauté de communes Roumois Seine avec la société CLOTURES IDF, pour une durée initiale de 1 (un) an à compter de sa notification, reconductible tacitement 3 fois par période d'une année dans la limite de quatre ans, pour un montant annuel maximum de 120 000 € HT.

Les crédits afférents à cette dépense sont inscrits au budget de la Communauté de communes.

Fait le 15 janvier 2024
A Bourg-Achard

Sylvain BONENFANT
Président



Le présent acte, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet :

- d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Access-et-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA) ;
- ou d'un recours gracieux et/ ou demande préalable auprès des services de la Communauté de Communes Roumois Seine. Ce recours gracieux et/ou demande préalable donnera lieu à un examen par les services de la Communauté de Communes Roumois Seine. L'interlocuteur sera Monsieur le Directeur des Affaires juridiques de la Communauté de communes Roumois Seine, 666 rue Adolphe Coquelin, 27310 Bourg-Achard

Si le recours gracieux ou la demande préalable donne lieu à une décision explicite avant l'expiration d'un délai de deux mois, ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Access-et-coordonnees>). Ce recours pourra être assorti le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA).

Si le recours gracieux ou la demande préalable ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet de celle-ci en résultera au terme d'un délai de deux mois à compter de la présente, et ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Access-et-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L. 521-1 du CJA).

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du CJA, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes qui demeurent en Guadeloupe, Guyane, à la Martinique, à la Réunion, à Saint Barthélemy, à Saint-Martin, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les Iles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises et les personnes qui demeurent à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal administratif de Rouen.